

dans ses plateformes revendicatives, il a réussi à durer. Ce mouvement a fait émerger des revendications sur le pouvoir d'achat et les salaires, le niveau de vie des retraité-e-s, la nécessité de services publics en lien avec la question de l'aménagement du territoire. Il a questionné également la fiscalité et le fonctionnement démocratique (RIC). Il a été aussi parfois divers voire divisé sur certaines revendications (rapport au politique, questions sociales...). La FSU a traité dans ses instances dès le mois de novembre de la situation sociale créée par ce mouvement. Elle s'est exprimée dès le mois de novembre 2018 sur les sujets portés par le mouvement des Gilets Jaunes car certaines de leurs revendications sont portées depuis toujours par la FSU et ses syndicats en publiant un document. Elle a tenté de montrer à toutes et tous la proximité de certaines propositions. La FSU a considéré que cette situation sociale résultait à la fois des conséquences de la crise de 2008 et des politiques libérales menées depuis des décennies (ISF, Flat Tax, Exit Tax, doublement du CICE...) qui bénéficiant clairement aux plus riches, provoquent inégalités, injustices mais aussi un déclassement des classes dites moyennes. C'était aussi le sentiment d'une partie de la population d'être méprisée. La FSU a communiqué dès la fin du mois de novembre sur le sujet en demandant au gouvernement de prendre la mesure de la situation considérant qu'il ne répondait pas aux attentes sociales exprimées. Si le gouvernement a dû répondre à ce mouvement (annonces du 10 décembre 2018, *Grands débats...*), ses réponses sont restées insuffisantes.

La FSU est restée particulièrement attentive à ce mouvement, sans chercher ni à s'imposer ni à le récupérer, d'autant qu'il s'est revendiqué et s'est développé en dehors de tout cadre syndical et politique. Elle a poursuivi ses expressions et ses actions sur ses revendications syndicales y compris pour montrer qu'il pouvait y avoir des préoccupations communes. Mais si dans certains endroits des jonctions ont pu s'opérer avec le mouvement syndical et si certains Gilets Jaunes se sont portés ensuite sur des listes politiques, ce mouvement a toujours manifesté sa volonté d'indépendance. Ce mouvement des Gilets

Jaunes interroge ainsi le fonctionnement des institutions et de la démocratie. De toute évidence, il touche tout autant les partis politiques que les organisations syndicales. Il a suscité des débats dans le mouvement syndical qui n'a pas su travailler ensemble sur cette nouvelle situation sociale. Car si Solidaires a tenté une réunion Interprofessionnelle dès le mois de novembre, aucune autre organisation que la FSU n'a répondu à cette invitation. Et la CGT a appelé seule ses militants à se mobiliser le 1^{er} décembre.

Fenêtre A

Inédit dans sa forme, le mouvement Gilets jaunes (GJ) a enclenché une très forte dynamique de mobilisation de façon indépendante du mouvement syndical. Le syndicalisme n'a pas joué son rôle dans cette séquence sociale : à quelques exceptions locales près, il s'est positionné en extériorité du mouvement des GJ, voire en rivalité. Il aurait dû travailler à des convergences pour permettre la généralisation de la contestation, à partir d'exigences sociales qui sont communes. Il aurait fallu, dès le début, prendre la mesure des violences d'État, de l'aggravation de l'autoritarisme et de la répression. La FSU n'a pas saisi l'importance du rapport de forces créé ni l'opportunité de s'inscrire aux côtés de ce mouvement pour combattre les choix politiques du gouvernement et mettre celui-ci en échec, alors même qu'il était en grande difficulté.

Fenêtre B

L'irruption du mouvement des Gilets Jaunes est la conséquence des politiques libérales d'austérité en œuvre depuis des années qui ont creusé les inégalités et réduit les services publics, notamment dans les territoires ruraux. Le déclenchement de ce mouvement correspond à la hausse des taxes sur l'essence qui a touché particulièrement les populations rurales. Certes les revendications se sont structurées et ont évolué vers une demande de plus de justice fiscale et sociale, d'amélioration des services publics, d'augmentation du pouvoir d'achat. Cependant la demande de moins d'impôt d'une partie des Gilets Jaunes est en contradiction avec notre demande d'un financement plus important des services publics pour garantir leur amélioration, et certains groupes de Gilets Jaunes sont toujours porteurs de discours sur l'immigration qui heurtent nos valeurs. De plus, la non structuration de ce mouvement, sa méfiance immédiate et persistante voire leur rejet vis-à-vis des organisations syndicales, la diversité des groupes n'a pas permis un véritable dialogue national avec les organisations syndicales sauf localement quand les revendications étaient proches et les modalités d'action communes.

Dans la FSU, des débats ont lieu sur par exemple sur justement la question du rapport du mouvement des Gilets jaunes au mouvement syndical ou encore sur celle des convergences. Il conviendra de poursuivre cette analyse et de s'interroger davantage sur la nature de ce mouvement comme sur l'impact qu'il aura eu ou non sur la vie politique du pays. Le mouvement syndical a la responsabilité de contribuer à ce que cette séquence politique se traduise par un renforcement de la démocratie et par un changement d'orientations politiques tournant le dos aux politiques libérales.

Dans de trop nombreuses mobilisations, il a été question de **violences et de violences policières**.

Dès les mobilisations contre le projet de « loi Travail », la FSU, avec d'autres organisations, a dénoncé ces violences et demandé que soient menées des enquêtes. Pas moins de quarante enquêtes judiciaires avaient été ouvertes par l'IGPN à l'époque pour « violences » contre des manifestant-es. Et le défenseur des droits s'était déjà saisi de cette situation. La répression policière s'est amplifiée notamment lors du mouvement des Gilets jaunes. Régulièrement des citoyen-ne-s ont témoigné de comportements disproportionnés et illégitimes perpétrés par des fonctionnaires dépositaires de l'autorité publique. La liste des blessé-e-s par certaines armes, dont les séquelles seront irréversibles pour certain-e-s, n'a cessé de s'allonger. Et des militant-e-s de la FSU en ont été trop souvent la cible.